



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

DIRECTION DES SECURITES
BUREAU DE LA SECURITE CIVILE

Affaire suivie par Natacha CORALLO
Tél. : 03.80.44.66.46
Courriel : natacha.corallo@cote-dor.gouv.fr

Le préfet de la région Bourgogne-Franche-Comté
Préfet de la Côte-d'Or

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE PREFECTORAL N°495 **PORTANT DEROGATION A L'OBLIGATION D'ETABLIR UN PLAN PARTICULIER** **D'INTERVENTION POUR LE SITE PYROTECHNIQUE DE LA SOCIETE SUEZ RR IWS** **MINERALS FRANCE**

VU la directive n°96/82/CE du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses ;

VU le code de l'environnement notamment ses articles L.125-2, L.515-8 et L.551-2 ;

VU le code de la sécurité intérieur notamment ses articles R.741-18, R.741-20

VU le décret n°90-918 du 11 octobre 1990 modifié relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans département ;

VU le décret n°2005-1158 du 13 septembre 2005 relatif aux plans particuliers d'intervention et notamment ses articles 1, 3 et 5 ;

VU le décret du 27 avril 2018 nommant M. Bernard SCHMELTZ, Préfet de la Région Bourgogne-Franche-Comté, préfet de la Côte d'Or (Hors classe)

VU l'arrêté interministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;

VU l'arrêté préfectoral n°24 du 12 janvier 2018 portant autorisation d'exploiter de la société SUEZ RR IWS Minerals France, établi par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Bourgogne-France-Comté (DREAL);

VU l'étude de danger du projet 2016 établis par la société AMARISK relative à la société SUEZ RR IWS Minerals France, qui précise que le site ne comporte pas de potentiels de danger pouvant conduire à un accident majeur au sens de la directive SEVESO, pouvant avoir des effets significatifs en dehors des limites du périmètre exploité par l'installation classée pour la protection de l'environnement.

Considérant que par application de l'article 1 du décret n°2005-1158 du 13 septembre 2005, les plans particuliers d'intervention (PPI) sont obligatoires pour les installations classées définies par le décret prévu au IV de l'article L.515-8 du code de l'environnement ;

Considérant que le site SUEZ RR IWS Minéraux France relève de cette catégorie et doit en principe faire l'objet d'un PPI ;

Considérant que par l'application de l'article 3 du décret n°2005-1158 du 13 septembre 2005, le préfet peut déroger à l'établissement d'un plan particulier d'intervention (PPI) par arrêté motivé pris sur la base d'une étude de dangers démontrant l'absence, en toute circonstance, de danger grave pour la santé de l'homme ou pour l'environnement à l'extérieur de l'établissement, et du rapport établi par l'autorité de contrôle dans le cadre de la procédure d'autorisation prévue par les décrets des 6 novembre 1962, 13 janvier 1965 et 21 septembre 1977 ;

Considérant qu'il ressort de l'étude de dangers que le site SUEZ RR IWS Minéraux France ne présente pas, en toute circonstance, de danger grave pour la santé de l'homme ou pour l'environnement à l'extérieur de l'établissement,

Considérant ainsi que les conditions de droit et de faits sont réunies pour déroger à l'obligation d'établissement d'un plan particulier d'intervention (PPI) ;

Sur proposition de la Directrice de Cabinet ;

A R R E T E

Article 1er : Il ne sera pas établi de plan particulier d'intervention pour le site SUEZ RR IWS Minéraux France situé à : Ecopôle des Grands Moulins – 21270 DRAMBON

Article 2 : La sous-préfète, directrice de cabinet du Préfet de la Côte-d'Or, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, le Directeur Départemental des services d'incendie et de secours, le Commandant du Groupement de Gendarmerie, le Maire de Drambon, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Côte-d'Or.

Fait à Dijon, le 4 juin 2018

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La sous-préfète, directrice de cabinet,


Pauline JOUAN